

De: OnuFrance [OnuFrance@unric.org]
Envoyé: mercredi, 10. novembre 2010 16:50
À: Jean-Pierre Bugada
Objet: Du Centre régional d'information des Nations Unies (UNRIC, Bruxelles) >>> 8eme Conférence AFD-EUDN, "Mesure pour mesure : Sait-on vraiment mesurer le développement ?", 1er décembre 2010, Paris
Pièces jointes: Mesure pour Mesure - AFD-EUDN 2010 - Français.pdf

8ème conférence AFD/EUDN
1^{er} décembre 2010, Paris
MESURE POUR MESURE
Sait-on vraiment mesurer le développement ?

L'Agence Française de Développement et le réseau EUDN (European Development Network) souhaitent vous convier à leur 8^{ème} conférence annuelle. Elle se tiendra le 1^{er} décembre 2010, au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (13 rue de Bercy, 75012 Paris).

Cette conférence est la principale rencontre régulière organisée en France sur les enjeux du développement. Chaque année, des centaines de participants du monde entier nous rejoignent : responsables d'institutions publiques et privées, représentants de la société civile, chercheurs et praticiens.

Cette année, la conférence porte sur la mesure du développement. Angus Deaton (Princeton), Sabina Alkire (Oxford), Michel Aglietta (Université de Paris X), Andrew Clark et Claudia Senik (Ecole d'Economie de Paris) présenteront leurs recherches. Pramila Kirshnan (Cambridge), François Bourguignon (Ecole d'Economie de Paris), Alemayehu Seyoum Taffesse (IFPRI), Franck Lecocq (AgroParisTech), Johachim Von Braun (Université de Bonn) et Pierre Jacquet (AFD) contribueront notamment aux débats.

Comme chaque année, un dialogue actif et constructif ne manquera pas de s'engager entre les intervenants et le public.

Vous trouverez ci-joint le programme détaillé de la conférence. L'inscription en ligne est obligatoire pour y participer, car les places sont limitées :

<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/lang/fr/home/EUDN2010>

Nous espérons vous compter parmi nous.

Robert Peccoud

Directeur du Département de la Recherche
Agence Française de Développement
5 rue Roland Barthes
75598 Paris cedex 12
tél : (+33) 1 53 44 31 78
peccoudr@afd.fr
[Lien vers le site du département de la Recherche](#)



Jean-Pierre Bugada

Responsable de la communication pour la France et Monaco

Tél: +32.2.788.84.53

Fax: +32.2.788.84.85

UNRIC - Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale

Residence Palace
155 Rue de la loi
Bruxelles 1040 –BE

<http://www.unric.org>



8^{ème} Conférence AFD / EUDN



MESURE POUR MESURE

Sait-on vraiment mesurer le développement ?

1^{er} Décembre 2010, Paris
Centre de conférence Pierre Mendès-France,
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi,
139, rue de Bercy - 75012 Paris

8h30 - Accueil

9h00 - Ouverture

Dov ZERAH, Directeur général, Agence Française de Développement (AFD)
François BOURGUIGNON, président d'EUDN, Ecole d'Economie de Paris (PSE)

9h20 - Mesurer le développement : autres données, autres conclusions ?

Président: François BOURGUIGNON, PSE

Intervenant: Angus DEATON, Université de Princeton

Pourquoi la pauvreté dans le monde ne recule-t-elle pas aussi vite qu'on pourrait s'y attendre au vu de la croissance économique mondiale ? Pourquoi les Indiens consomment-ils de moins en moins de calories, bien que leur situation nutritionnelle soit si pauvre, et que leurs revenus augmentent rapidement ? Pourquoi la croissance économique n'est-elle pas toujours associée à une amélioration du bien-être déclaré ? Comment devons-nous interpréter la forte augmentation des estimations de la pauvreté et des inégalités fournies par l'Indicateur Composite de Pauvreté (ICP) ? Cette session examinera toutes ces questions au regard des mesures du développement économique dont nous disposons aujourd'hui, et qui sont plus nombreuses et meilleures que jamais. La quantité et la disponibilité des enquêtes auprès des ménages n'ont cessé d'augmenter avec le temps. Ces enquêtes fournissent non seulement des données sur les revenus et les dépenses des ménages, mais aussi des mesures directes de la santé, notamment par l'anthropométrie, de la mortalité infantile, de celle des enfants, ainsi que des niveaux auto-déclarés de bien-être matériel et émotionnel. La dernière édition du Projet de Comparaison Internationale (PCI) a collecté les prix de biens comparables dans 146 pays, dont beaucoup n'avait jamais été étudiés. Toutes ces données

apportent de nouvelles idées et découvertes sur le développement économique des nations et des individus, même si des problèmes d'interprétation et de cohérence demeurent entre les différents types de données. En tenant compte de ces difficultés, il sera également possible d'avancer quelques recommandations.

10h45 - Pause

11h15 - Au-delà de la pauvreté monétaire : les mesures multidimensionnelles et leurs limites

Président: Pierre JACQUET, Chef économiste, AFD

Intervenant: Sabina ALKIRE, Université d'Oxford

Discutant: Alemayehu SEYOUM TAFFESSE, IFPRI Addis Abeba

Pour mesurer la pauvreté, l'indicateur le plus souvent utilisé est celui de la « pauvreté monétaire », généralement définie comme un revenu (ou une consommation) monétaire inférieur à un seuil arbitraire. Pourtant, d'autres types de données, comme la mortalité infantile, le manque d'accès à l'eau potable, aux infrastructures de base, aux soins de santé, à l'éducation ou à la décision publique, sont tout aussi importantes, et ne sont pas parfaitement corrélées aux revenus. Mais dans les statistiques usuelles, ce caractère multidimensionnel de la pauvreté est très imparfaitement pris en compte.

Des travaux récents ont tenté de s'attaquer aux différents aspects de la pauvreté, considérés indépendamment de la pauvreté au sens monétaire. S'inscrivant dans l'approche par les « capacités » préconisée par Amartya Sen ces quarante dernières années, ils s'attachent à étudier simultanément différents types de privations correspondant à ces divers aspects de la pauvreté. Ils prennent notamment en compte les chevauchements possibles de différentes dimensions dans l'appréciation que l'on peut porter sur la sévérité de la pauvreté.

Cette session analysera ces développements récents en s'appuyant sur des exemples concrets tirés du prochain *Rapport sur le développement humain*. Elle montrera en particulier que les mesures multidimensionnelles de la pauvreté basée sur un petit nombre de privations génèrent des classements internationaux qui peuvent différer substantiellement de classements basés uniquement sur la pauvreté monétaire et, bien sûr, sur le PIB.

12h30 - Déjeuner

14h00 - La croissance du PIB améliore-t-elle le bien-être subjectif dans les pays en développement ?

Président: Kimseyinga SAVADOGO, Laquads, Université Ouga 2

Intervenant: Andrew CLARK and Claudia SENIK, PSE

Discutant: Pramila KRISHNAN, Université de Cambridge

Définir un indicateur unique qui agrège les différentes dimensions de développement suppose de fixer des indices de « poids » permettant d'effectuer une somme pondérée. Or, il est quasiment impossible d'arriver à un consensus sur les coefficients de cette pondération.

En revanche, on peut considérer que les indicateurs de satisfaction subjective effectuent précisément ce type d'agrégation au niveau de chaque individu dans la société. Calculer la moyenne des satisfactions individuelles permet donc implicitement de résoudre le problème de l'agrégation des différentes dimensions du développement.

Beaucoup de travaux ont été récemment effectués sur toutes ces données de satisfaction, voire de bonheur. Cette session passera en revue certains d'entre eux afin d'examiner dans quelle mesure ces données peuvent effectivement être utilisées comme mesures de développement, et permettre des comparaisons entre pays ou dans le temps. Plus précisément, la question importante est celle de leur corrélation avec les indicateurs traditionnels de développement.

Selon le paradoxe d'Easterlin, l'augmentation inattendue du revenu par habitant n'améliore la satisfaction subjective que temporairement. Elle augmente bien la satisfaction pendant un certain temps, de sorte qu'il existe une certaine corrélation entre le revenu et la satisfaction au cours de cette période. Mais à long terme, les gens s'habituent à leur nouveau niveau de revenu et la satisfaction ne reste pas supérieure à ce qu'elle était avant le gain de revenu. Ce paradoxe s'étend-t-il à d'autres aspects du développement et du bien-être ? Est-il présent dans toutes les comparaisons entre pays ? Peut-on identifier des variables clairement corrélées aux différences permanentes de satisfaction entre pays ? Telles sont les questions auxquelles cette session tentera de répondre.

15h15 - Pause

15h30 - La croissance durable : mesurons-nous bien le défi ?

Président: Roger GUESNERIE, PSE & Collège de France

Intervenant: Michel AGLIETTA, Université de Paris X Nanterre

Discutant : Frank LECOCQ, AgroParisTech

Prendre au sérieux le projet de croissance durable emporte des enjeux considérables pour la science économique, pour nos systèmes comptables et pour les choix de politique économique. Après des décennies d'accumulation capitaliste fondées sur la libre exploitation des ressources naturelles, il est désormais admis qu'elles ne sont pas inépuisables, que la stabilité de nos systèmes écologiques, et donc le bien-être des générations futures, sont loin d'être assurés. Ces biens acquièrent par conséquent une valeur. Mais comment la mesurer en l'absence de précédent historique, en l'absence de marchés, en l'absence de normes partagées pour définir des priorités ? Quels taux d'actualisation appliquer ? Les biens environnementaux sont-ils substituables à d'autres biens ? Les questions abondent et le débat ne cesse de s'amplifier. Au cœur de la révolution de la croissance soutenable se loge donc un enjeu de cartographie et de mesure de territoires encore largement inexplorés. Les définitions du capital, de l'épargne, de l'investissement, du bien-être doivent être ajustées pour tenir compte de l'importance du capital immatériel, du capital naturel, et de l'incertitude qui pèse sur la stabilité du système climatique terrestre. C'est toute notre définition de la richesse, et donc notre modèle de comptabilité nationale en flux ainsi que nos appareils statistiques qui doivent être renouvelés pour intégrer ces dimensions. La réaction politique sera-t-elle à la mesure de l'enjeu ?

16h45-18h00 - Table ronde et réflexions conclusives

François BOURGUIGNON, PSE

Pierre JACQUET, AFD

Johachim Von BRAUN, Université de Bonn

SYNOPSIS DE LA CONFERENCE

« Développement » et « croissance économique » ne sont pas synonymes. Voilà déjà bien longtemps qu'on le sait : le PIB d'un pays peut croître sans que la santé, l'éducation ou les situations de pauvreté n'évoluent positivement. Pourtant, c'est bien le PIB, et cette statistique seule, qui continue de monopoliser l'attention publique et d'être utilisée pour mesurer le « développement » d'un pays. Le « progrès » est ainsi identifié à la participation accrue des populations aux activités marchandes, même si la sphère non marchande se contracte en même temps. De même, l'aide au développement voit son efficacité évaluée au seul regard du PIB, alors que son impact sur l'éducation et la santé compte sans doute davantage à moyen terme.

De fait, comme indicateur de développement, les insuffisances du PIB sont innombrables. Cet agrégat offre une mesure de l'activité des marchés mais il n'offre que cela. S'il est un concept économique essentiel, il ne peut refléter le développement dans toutes ses dimensions : bien-être matériel, biens publics, qualité de vie, inclusion sociale, accès à la justice, modes de décision collective, etc.

Comment, dès lors, mieux mesurer le développement ? Faut-il multiplier les indicateurs spécialisés sur chacune de ses dimensions - de l'accès à l'eau potable à la qualité du système judiciaire, de la mortalité infantile aux caractéristiques démocratiques de la société, de l'apport calorique moyen à la satisfaction individuelle et au bonheur déclarés ? Des comparaisons internationales fleurissent aujourd'hui en utilisant ce type d'indicateurs. Leur signification demeure toutefois ambiguë. Ces exercices éveillent parfois l'attention du public mais se cantonnent souvent à des jeux statistiques sans implication forte ni claire en termes de développement.

Une autre approche consiste à intégrer toutes ces dimensions au sein d'un indicateur global unique. Ce « super-PIB » irait bien au-delà de l'indice composite de développement humain (IDH) déjà utilisé par le PNUD, et même renforcé aujourd'hui pour tenir compte des inégalités. Si elle peut séduire, cette approche n'est pas forcément la plus sûre. Les différentes dimensions du développement sont, en effet, peu comparables, et encore moins échangeables les unes contre les autres, ce que fait implicitement tout indice agrégé.

Telles seront les questions débattues par des experts de premier plan, venus du monde entier, lors de la prochaine conférence AFD/EUDN. Chacun, dans son domaine, s'emploiera à identifier les approches alternatives ou complémentaires permettant de mieux mesurer le progrès économique et social – et ainsi de mieux concevoir et suivre les stratégies de développement.

Parmi les sujets couverts, on comptera notamment les forces et limites des enquêtes ménages dont l'utilisation est aujourd'hui croissante pour appréhender le bien-être économique, la santé - ou la pauvreté comme concept multidimensionnel. Seront aussi examinés ces nouveaux indicateurs qui tentent de synthétiser tous les aspects du développement par les niveaux moyens déclarés de satisfaction subjective. Enfin, une forte attention sera portée au caractère durable du développement, notamment via la notion « d'épargne nette » qui prend en compte la consommation et la dépréciation de différents stocks de ressources - naturelles, matérielles, humaines ou sociales.